

Égypte : la rue refuse les compromis

La situation se complique davantage en Égypte : plus de cent morts déjà, des manifestations monstres à travers tout le pays, la police qui s'éclipse, insécurité et anarchie et une armée qui n'arrive même pas à faire respecter le couvre-feu. A première vue, l'on n'est pas vraiment loin du chaos.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Or, Moubarak ne cède pas. Il a certes limogé le gouvernement et accepté de concéder, sous la pression des Américains, un poste de vice-président qu'occupe depuis samedi le patron des services de renseignement, le général Omar Souleymane. Mais si la rue

réclame rien moins que le départ du régime dans son intégralité, la Maison Blanche opte, elle, pour «une transition en bon ordre».

La phrase est de la secrétaire d'Etat, hillary Clinton. Celle-ci s'est abondamment exprimée hier sur le cas égyptien à travers les médias américains. «Nous souhai-

tons une transition en bon ordre. Nous demandons instamment au gouvernement Moubarak, qui est toujours au pouvoir, de faire ce qui est nécessaire pour faciliter ce genre de transition.» Autrement dit, une transition qui se fera avec Moubarak et le régime en place. Washington donne l'impression de juste presser ce dernier à annoncer des réformes politiques.

Commentant les décisions de Moubarak prises la veille, à savoir la désignation d'un vice-président et un changement de gouvernement, Clinton estimera que «bien sûr, ce n'est pas suffisant». Mais on ne les rejette pas.

«C'est à peine le début de ce qui doit se passer.» Si elle assure qu'«à l'heure qu'il est, il n'y a aucune discussion concernant une suspension de quelque aide que ce soit» au profit de l'Égypte, la chef de la diplomatie américaine précise ce qui est attendu en contrepartie du Caire : «Un processus menant à des mesures concrètes pour aboutir aux réformes démocratiques et économiques à travers un dialogue national.» Pratiquement, il s'agit là d'une perche tendue au



Photo : DF

Des manifestants bravent le couvre-feu et continuent d'exiger le départ de Moubarak.

régime égyptien pour se tirer d'affaire : se mettre à l'air du temps, avec des atours démocratiques pour assurer sa survie.

Le chef de file de l'opposition, Mohamed El-Baradei qui avait été désigné par l'ensemble des partis opposants, les Frères musulmans compris, pour négocier avec le pouvoir, l'a immédiatement compris, lui. «Les Etats-Unis perdent leur crédibilité en appelant à une démocratisation en Égypte tout en conti-

nuant de soutenir le président Hosni Moubarak», dénonçait-il, hier. «Le gouvernement américain ne peut pas demander au peuple égyptien de croire qu'un dictateur qui est au pouvoir depuis 30 ans sera l'homme qui instaurera la démocratie», ajoutera-t-il à travers une chaîne de télévision américaine.

«D'un côté, vous parlez de démocratie, d'Etat de droit, de droits de l'homme et, de l'autre, vous apportez

toujours votre soutien à un dictateur qui continue d'opprimer son peuple. Il est préférable au président Obama de ne pas apparaître comme le dernier à dire au président Moubarak qu'il est temps de partir.»

On ne peut mieux illustrer la complexité de la situation en Égypte, en effet. Jusqu'à hier, en tout cas, Washington ne semblait pas privilégier un scénario à la tunisienne, du côté du Nil.

K. A.

DAHO OULD-KABLIA :

«Les marches restent interdites à Alger»

L'interdiction des marches dans la capitale reste de vigueur, sentence de Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales. Dans un entretien à Liberté, le successeur de Yazid Zerhouni à la tête du très névralgique département de l'intérieur écarte, par ailleurs, l'éclatement en Algérie de révoltes du genre de celles qui ont balayé Benali et mis à mal le long règne de Moubarak. S'il s'évite toute déclaration engageante concernant la levée de l'état d'urgence, Ould-Kablia évacue en peu de phrases les rumeurs insistantes sur la santé du président Bouteflika et le départ du Premier ministre Ouyahia.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)- Voix officielle la plus audible en ces moments d'incertitudes où plane des senteurs de révoltes populaires, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould-Kablia, ne se sert pas de discours réévalué, comme l'opinion était en droit d'attendre, à l'aune des derniers développements que la scène politique et l'arène sociale ont connus. Il est demeuré, dans l'entretien livré à *Liberté*, inflexible, solidement lové dans ses affirmations du soir des violentes émeutes qui ont secoué le pays début janvier. Que des partis politiques, comme le RCD, ou un florilège d'associations et de syndicats large et représentatif revendiquent et tentent de marcher pour la levée de l'état de siège, Daho Ould Kablia ne lit aucune expression politique dans ce qui agite la société. «En Algérie, nous n'avons pas ressenti de revendications politiques. A aucun moment, et je ne parle pas seulement des événements de ce mois-ci, mais de tous les événements récents, nous n'avons décelé une empreinte politique (...).»

Pour le ministre de l'Intérieur, les innombrables protestations que le pays a connues n'ont aucun soubassement politique, elles sont motivées par des problèmes et difficultés exclusivement socioéconomiques, si tant est que les notions ne soient pas imbriquées.

Daho Ould Kablia réduit, donc, les soulèvements de la jeunesse et des autres franges de la société à une dénonciation de la hogra prise dans son acception d'injustice sociale. Ce qu'il consent d'ailleurs à reconnaître, non pour souligner le mea-culpa de l'Etat qui aura failli

mais pour dire qu'il n'y avait pas besoin de trop gronder pour réclamer des solutions. Daho Ould Kablia accable la classe politique qu'il accuse à tort d'avoir déserté la place publique.

Personne ne marchera dans Alger

L'espace public, notamment dans Alger, est interdit aux partis politiques et aux syndicats et associations. Ould-Kablia en fait le rappel, comme pour dissuader de toute tentative. «Les marches sont interdites à Alger, non parce que c'est le RCD ou la coordination qui ont appelé à des marches. Nous n'avons pas interdit la marche du RCD mais toutes les marches au niveau d'Alger. Le refus n'est pas seulement signifié à l'opposition. Si un parti de l'Alliance envisage demain d'organiser une marche à Alger, je peux vous dire, en tant que ministre de l'Intérieur, qu'elle sera interdite.»

Le ministre de l'Intérieur justifie le maintien de l'interdit par l'incapacité (?) des organisateurs à encadrer la marche mais aussi par le risque d'attentats terroristes. «Si nous mobilisons les moyens de sécurité pour encadrer une marche ou une manifestation quelconque, nous le ferons au détriment de la lutte contre le terrorisme. Les terroristes peuvent profiter de l'occasion et pénétrer dans Alger.»

Le risque disparaît-il dès lors que les moyens de sécurité sont mobilisés pour empêcher une marche, comme ce fut le cas pour la marche interdite et empêchée du RCD le 22 janvier dernier ? Le ministre de l'Intérieur n'est pas à cette incohéren-

ce près. Il affirme que les marches peuvent être autorisées «si l'on se retrouve en face de personnes, de partis ou d'associations qui pourraient offrir toutes les garanties que les choses se passeraient pacifiquement et normalement». Comment jauger de la capacité des partis à encadrer une marche s'ils sont interdits d'en apporter la preuve sur le terrain ?

Levée de l'état d'urgence, c'est au gouvernement de décider

Le ministre de l'Intérieur a affirmé que la levée de l'état d'urgence relève de la prérogative du gouvernement. «C'est une question qui relève des prérogatives du gouvernement non du ministre de l'Intérieur. C'est au gouvernement qu'il revient d'estimer si l'état d'urgence est toujours nécessaire ou non», a-t-il souligné, ajoutant que «l'état d'urgence a été mis en place pour lutter contre le terrorisme. Ce fléau n'est pas totalement éradiqué», là encore on sait à quelle assertion se vouer : à celle qui veut que la paix soit revenue grâce à la réconciliation nationale ou à la menace terroriste toujours persistante qui justifierait donc le maintien de l'état d'urgence. «C'est sûr que la menace est permanente. Nous découvrons dans de nombreuses casemates des bombes prêtes à l'emploi.»

Bouteflika va bien et Ouyahia est toujours en poste

Daho Ould Kablia, interrogé sur le silence du président Bouteflika, a expliqué que Bouteflika suit de près la situation et qu'il agit à travers des instructions, directives et critiques de l'action du gouvernement. «Ce que je peux vous dire, c'est que le président a donné des instructions et des orientations aux responsables en charge des problèmes. Donc, sa position était connue (...) Je vous confirme que le président de la République suit la situation du pays et l'action du gouvernement et qu'il fait part à tout moment de ses instructions, de ses observations et de ses critiques.»

S. A. I.

TOUT EN RÉAFFIRMANT QUE LA MARCHÉ DU 12 FÉVRIER SERA UN SUCCÈS, LE RCD ACCUSE : «Daho Ould-Kablia ment»

Du tac au tac. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), cité nominativement par le ministre de l'Intérieur dans l'entretien qu'il a livré à Liberté, a réagi promptement, opposant aux mensonges flagrants d'Ould-Kablia des vérités indémontables.

Elle était attendue cette riposte de haute volée du RCD qui, samedi 22 janvier, était empêché d'organiser sa marche dans Alger. Le parti ne s'encombre pas de liminaires pour porter la contradiction à Ould-Kablia qui, le jour même, dans un entretien publié au journal Liberté, s'est autorisé des commentaires sur le RCD et sa marche qu'un impressionnant dispositif policier a empêchée.

Le RCD accuse le ministre de l'Intérieur de contrevérités. Il y rétorque. «M. Daho Ould-Kablia déclare : "Quand le président du RCD dit lui-même qu'il a échoué, je ne vois pas pourquoi il faudrait considérer qu'il a réussi". Cela s'appelle un mensonge. M. Ould-Kablia et le pouvoir qui l'emploie qui ont pu censurer l'opposition devraient avoir la décence de ne pas parler en son nom. Le RCD a dit et répète que son initiative est un succès qui a acculé le pouvoir à se démasquer devant l'opinion nationale et internationale au moment où un vent de liberté souffle sur le Sud. Nous disons et répétons aussi que le déploiement du 22 janvier d'un dispositif digne des méthodes du sinistre Massu sur la capitale algérienne est plus une réaction de panique qu'un signe de puissance», a fait remarquer le RCD. Mais ce n'est pas tout. Le parti de Saïd Sadi apporte également la contradiction au ministre de l'Intérieur qui a affirmé que le RCD n'a pas mobilisé. «Les renseignements généraux de M. Ould-Kablia qui étaient sur la brèche depuis 15 jours savaient que la mobilisation citoyenne allait acculer le pouvoir à un rapport de force décisif pour le changement. Il a été contraint et forcé de sortir son armada, préférant s'humilier à la face du monde, plutôt que de prendre le risque d'une déferlante populaire. M. Daho Ould-Kablia aurait eu toute latitude de connaître le nombre de manifestants s'il n'avait pas encerclé les cités universitaires de la capitale, Bab-El-Oued, La Casbah... S'il n'avait pas empêché les trains de rentrer sur Alger, détourné les bus, il aurait pu également apprécier le nombre des citoyens acquis à son clan et celui qui le condamne. C'est la peur de la marée humaine qui a poussé M. Ould-Kablia à appeler 20 000 policiers en renfort, provoquant ce qu'un diplomate a appelé un acte de guerre et non une opération de maintien de l'ordre.»

Le RCD n'est pas resté sans répondre au ministre de l'Intérieur qui a tenté de justifier l'interdiction des marches dans la capitale, indistinctement des couleurs partisans et des obédiences. Le parti lui a rappelé, à juste titre, que l'interdiction n'est pas opposée à tout le monde et que des marches commanditées ont bel et bien eu lieu dans la capitale à la sortie de Bouteflika de l'hôpital du Val-de-Grâce.

Le RCD a relevé aussi une autre incohérence chez Ould-Kablia qui, le jour de la marche du 22 janvier, affirmait à l'APS, à 14 heures, qu'aucun manifestant n'a été arrêté pour annoncer, une heure plus tard, que 19 personnes interpellées ont été libérées. «Mensonge également quand le ministre de l'Intérieur prétend que tous les détenus sont libérés. Des instructions sont toujours en cours dans de nombreuses villes d'Algérie», a noté aussi le RCD, ajoutant que «le déni de réalité dans lequel sombre le ministre de l'Intérieur atteste du divorce politique, moral et générationnel qui déstabilise le pouvoir algérien, à l'instar des régimes semblables qui paniquent et tombent les uns après les autres. Contrairement à ce dont essaie de se convaincre, M. Ould-Kablia, ce n'est pas seulement le RCD que le régime a en face de lui, mais tout le peuple algérien. M. Ould-Kablia aura, une fois de plus, l'occasion de vérifier sa crédibilité face au peuple algérien le 12 février.»

S. A. I.